

**Nations unies - Corée du Nord -  
Adoption de la résolution 2375 -  
Explication de vote du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 11 septembre 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2375, qui renforce les sanctions imposées par les Nations unies à l'encontre de la Corée du Nord. Je tiens à remercier la représentante permanente américaine, Nikki Haley, et son équipe, de même que chacun des membres de ce conseil, pour leur engagement déterminé en ce sens.

Monsieur le Président,

Le tragique anniversaire du 11 septembre, que nous commémorons aujourd'hui, me conduit à exprimer à nouveau notre profonde sympathie à nos amis américains, comme à tous les pays qui ont été frappés par le terrorisme. Cette commémoration, et la gravité qui l'entoure, nous invitent aussi à être collectivement à la hauteur des lourdes responsabilités qui incombent à ce conseil sur la question cruciale entre toutes de la guerre et de la paix, et des conditions de la paix. C'est bien cette question qui nous réunit aujourd'hui à propos de la Corée du Nord.

Et c'est pourquoi au nom de la France je voudrais exprimer aujourd'hui trois messages de nature politique, sous la forme de trois exigences :

1/ La première exigence, c'est l'exigence de lucidité face à l'évolution de la menace.

Ne nous y trompons pas : après les tirs balistiques intercontinentaux de cet été, puis l'essai nucléaire d'une ampleur sans précédent du 3 septembre, la menace a changé de dimension voire de nature : de régionale, elle est devenue mondiale ; de virtuelle, elle est devenue immédiate ; de sérieuse, elle est devenue existentielle.

C'est dire combien cette menace, Monsieur le Président, nous oblige et nous rassemble. C'est dire combien elle exige une réaction forte et unie du conseil de sécurité, que la France a appelée dès l'origine et sans réserve.

2/ La deuxième exigence, centrale aujourd'hui, c'est donc l'exigence de fermeté. Face à la fuite en avant irresponsable du régime, au mépris de ses obligations internationales, il était, plus que

jamais, nécessaire d'agir rapidement, à l'unisson et avec détermination. Il était essentiel de réagir à cette attaque en règle contre la paix et la sécurité, et contre le système de droit sur lequel elles reposent. La résolution que nous venons d'adopter constitue une étape importante et nécessaire en ce sens, afin de maximiser la pression sur le régime nord-coréen.

Cette résolution robuste renforce et élargit en effet, de manière à la fois très significative et ciblée, le régime de sanctions sur plusieurs volets importants.

Je pense en particulier au très net renforcement des contraintes pesant sur les secteurs de l'économie alimentant directement le régime nord-coréen, comme le textile et les travailleurs nord-coréens. Je pense aussi aux restrictions importantes imposées aux exportations de pétrole vers la Corée du Nord. Enfin, cette résolution renforce les outils à notre disposition pour empêcher le contournement des sanctions, notamment dans le domaine maritime. Le dernier rapport des experts onusiens l'a confirmé, le régime nord-coréen fait preuve de toujours plus d'inventivité pour se soustraire aux sanctions qui lui ont été imposées. Sachons y répondre en étant inventifs au carré.

Monsieur le Président, il ne s'agit pas d'une fermeté d'affichage. Les sanctions ne sont ni un leitmotiv sans objet, ni une fin en soi. Notre réaction unie, ferme et sans équivoque aujourd'hui a au fond un double objectif : d'une part, réagir à l'attitude injustifiable de Pyongyang et éviter tout signal d'impunité vis-à-vis de la violation flagrante de nos propres décisions ; mais aussi, d'autre part, comme je l'ai dit, maximiser la pression sur le régime nord-coréen pour le ramener à ses obligations et à la raison.

3/ Dans ce contexte la troisième exigence, logiquement et chronologiquement, c'est l'exigence de la diplomatie, à laquelle la fermeté que nous exprimons ensemble aujourd'hui permettra, nous l'espérons, d'ouvrir la voie.

La conviction de la France, Monsieur le Président, c'est que la fermeté maximale aujourd'hui, sous la forme d'un renforcement des sanctions, est notre meilleur levier pour promouvoir un règlement politique demain. À l'inverse, tout ce qui serait perçu par le régime nord-coréen comme un aveu de faiblesse ou l'expression de divisions entre nous l'encouragerait à poursuivre ses provocations et accentuerait objectivement le risque d'une montée aux extrêmes. Pour le dire simplement, la grande fermeté que nous exprimons ensemble aujourd'hui est donc notre meilleur antidote face au risque de confrontation et notre meilleure chance d'ouvrir la voie à une solution politique - laquelle doit être fondée selon nous sur la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne.

Nous ne fermons donc pas la porte au dialogue, et nous ne l'avons jamais fermée ; c'est le régime nord-coréen qui s'obstine, par son attitude irresponsable et inacceptable, à le rejeter. Tant que la Corée du Nord restera sourde à nos injonctions et ne cessera, de provocations en provocations, à accentuer ses menaces, nous n'aurons pas d'autre choix que d'accroître en réponse la pression. C'est l'unique solution pour ramener la Corée du Nord à la table des négociations et ouvrir la voie à la nécessaire issue politique et diplomatique sur ce dossier.

Monsieur le Président,

Telles sont pour la France les trois exigences complémentaires qui doivent nous guider : la lucidité sur le caractère existentiel de la menace, la fermeté maximale pour y répondre, et la diplomatie comme horizon, au service, nous l'espérons, d'une solution politique pour résoudre la crise nucléaire nord-coréenne.

Alors que notre sécurité à tous est en jeu, et avec elle l'avenir de l'ensemble du régime de non-prolifération qui en constitue une colonne vertébrale, la France invite l'ensemble des acteurs concernés à suivre ensemble ce chemin exigeant.

Je vous remercie./.